

En tant qu'Italien, je crie : honte à mon gouvernement et à mon Président de la République !

Note de la Rédaction : *ce texte du docteur De Bari a été reçu avant l'été. Il n'est pas paru dans notre numéro précédent, par manque de place et notamment parce qu'il compte 7800 caractères. Les événements ayant continué d'évoluer au Moyen-Orient, cela peut en rendre la lecture quelque peu anachronique... mais s'agissant d'un cri du cœur, nous tenions à ne pas le passer sous silence. Ce numéro de 16 pages nous en donne la possibilité. Avec nos remerciements et nos excuses à M. De Bari.*

Le 31 décembre 1981 : « ... Israël a occupé et occupe encore les territoires d'autres peuples. Je voudrais maintenant dire ceci au peuple d'Israël : nous avons toujours été à vos côtés, aux côtés des Juifs lorsqu'ils étaient persécutés ; mais les Juifs n'étaient pas persécutés par les Arabes, avant d'avoir un État, à l'est. Ils ont été persécutés en Europe, par les Européens. Et finalement, après la Première Guerre mondiale, ils ont eu un territoire et une patrie. Par conséquent, à mon avis, les Palestiniens doivent aussi avoir un territoire et une patrie, sinon il n'y aura jamais de paix au Moyen-Orient ».

Ainsi s'exprimait le Président de la République Sandro Pertini, lors de son traditionnel discours de fin d'année aux Italiens, le 31 décembre 1981. C'était une période historique terrible, marquée par le chômage, les tensions internationales, le terrorisme italien et international, et l'assassinat du président Sadate pour saboter le dialogue au Moyen-Orient. Malgré tout, comme toujours, Pertini ne s'est pas dérobé. En tant que grand homme et homme politique d'envergure qu'il était, il a pris position, une position claire, nette, sans équivoque.

Au bruit que cette prise de position avait fait à l'époque a répondu l'an dernier le bruit du silence du Président de la République italienne, Sergio Mattarella.

Cela remonte à décembre 2024, lors de la rencontre avec le président de l'Autorité nationale palestinienne ; je veux parler de la dernière « prise de position », dans laquelle le président italien a confirmé son soutien à la solution « Deux États pour deux peuples », une solution dont on parle depuis la résolution des Nations Unies de 1948, et qui, après des décennies d'espairs, de provocations, de propagande, de sabotages des deux côtés, d'attaques arabes et israéliennes, d'espairs trahis et de milliers de morts des deux côtés (désormais décidément beaucoup plus d'un côté que de l'autre, le côté palestinien), semble presque un refrain ridicule.

Elle reste pourtant la seule solution capable d'assurer les droits, le développement et la paix aux deux populations. Ainsi que dans tout le Proche et le Moyen-Orient.

Résumer en quelques lignes d'un article les mille facettes de la « question israélo-palestinienne » est impossible. Et prendre position pour l'un ou pour l'autre correspond, dans un cadre aussi complexe, à se comporter comme des supporters aveugles. D'ailleurs, ce n'est pas le but de cet article.

Difficile par contre, même pour les plus « israélo-philés », de nier que la victime principale, depuis 1948, c'est bien le peuple palestinien. Et je parle du peuple, pas des formations terroristes arabes qui, tout le long de ces dernières décennies, ont semé la panique et la mort parmi les Israéliens et les Israéliennes. Les Palestiniens et Palestiniennes ont vu leurs terres occupées à la suite de décisions prises par l'ONU, ont vu la guerre flamber car les autres peuples arabes aux alentours de la Palestine n'ont pas voulu reconnaître l'État d'Israël, ont subi la réaction israélienne, les conséquences des attaques des nations arabes contre Israël et d'Israël contre les nations arabes. Les Palestiniens ont vécu dans des camps à ciel ouvert pendant les trente dernières années, étrangers sur leurs terres, et victimes des colons israéliens qui, année après année, leur volaient leurs territoires et les obligeaient à les quitter. Et aujourd'hui ils meurent, au rythme de dizaines par jour, suite à l'attaque ignoble et sanglante du Hamas qui a déchaîné la réponse folle, meurtrière, et actuellement inacceptable de la part de Benjamin Netanyahu, qui démontre tous les jours qu'il mérite la condamnation pour crimes de guerre décidée par la Cour Pénale Internationale.

Malheureusement, en tant qu'Italien, je ressens une honte profonde et glaciale vis-à-vis du silence du président¹ du Conseil des Ministres italien, Giorgia Meloni.

Un silence encore plus étonnant si l'on sait qu'il a commencé sa carrière politique dans l'ancien Mouvement Social Italien, un parti qui a eu à cœur la cause palestinienne, certainement en raison de son antisémitisme jamais nié.

Aujourd'hui, le président Meloni qui vient de cette tradition et qui revendique ses racines reste silencieux.

suite »»»

(1) *Madame Meloni veut qu'on décline son titre de "président" au masculin.*